

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2016 B 05635

Numéro SIREN : 495 137 077

Nom ou dénomination : HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES METIERS DE
L'ENVIRONNEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 04/08/2021 sous le numéro de dépôt 44960

HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES METIERS DE L'ENVIRONNEMENT

Société par actions simplifiée

11 Chemin de Bretagne

92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 5 497 100
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. au capital de 2 188 160 €
572 028 041 RCS Nanterre
Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie Régionale de
Versailles et du Centre

HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES METIERS DE L'ENVIRONNEMENT

Société par actions simplifiée

11 Chemin de Bretagne
92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux associés de la société HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES METIERS DE
L'ENVIRONNEMENT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES METIERS DE L'ENVIRONNEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Immobilisations financières » du chapitre « Méthode d'évaluation » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières et à leur évaluation. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe aux comptes annuels et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 31 mars 2021

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés



Bertrand de NUCÉ

Xavier LEFEVRE

HIME

**11 Chemin de Bretagne
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX**

Comptes au 31/12/2020

- SOMMAIRE -

BILAN

Bilan Actif	3
Bilan Passif	4

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1	6
Compte de résultat - Partie 2	7

REGLES, METHODES ET FAITS SIGNIFICATIFS

Règles et méthodes comptables	9
Faits significatifs	10

INFORMATIONS SUR LE BILAN ET LE RESULTAT

Actif immobilisé	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Relations avec les entreprises liées	16
Charges à payer et produits à recevoir	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Charges à répartir	19
Echéances des créances et dettes	20
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	21
Composition du capital social	22
Variation des capitaux propres	23

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Filiales et participations	25
Effectif moyen	26
Rémunération des organes de direction et des dirigeants	27
Engagements hors bilan	28

BILAN

Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 067 900 003	14 787 533	1 053 112 470	823 522 767
Créances rattachées à des participations				775 987 611
Autres titres immobilisés				
Prêts	8 802 149		8 802 149	8 800 000
Autres immobilisations financières	546 329 644		546 329 644	
ACTIF IMMOBILISE	1 623 031 796	14 787 533	1 608 244 263	1 608 310 378
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 012 147		1 012 147	4 025 135
Autres créances	112 823 331		112 823 331	43 502 800
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : 1 093 745)	1 093 745		1 093 745	13 617 031
Disponibilités	50 795		50 795	43 654
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	114 980 019		114 980 019	61 188 621
Frais d'émission d'emprunts à étaler	19 090 040		19 090 040	22 972 760
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 757 101 854	14 787 533	1 742 314 321	1 692 471 759

Bilan Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 436 602 942)	436 602 942	410 484 931
Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 940 412 739	1 896 530 750
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-1 434 272 747	-1 462 772 469
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-9 206 043	28 499 722
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	16 185 201	16 185 201
CAPITAUX PROPRES	949 722 092	888 928 136
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	787 705 722	787 570 356
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	863 080	821 982
Dettes fiscales et sociales	1 436 317	5 233 717
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2 587 111	9 917 569
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	792 592 230	803 543 623
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 742 314 322	1 692 471 759

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat - Partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 084 956		2 084 956	940 128
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 084 956		2 084 956	940 128
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			2 478 256	4 667 802
Autres produits			34	24
PRODUITS D'EXPLOITATION			4 563 246	5 607 954
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 212 327	5 412 598
Impôts, taxes et versements assimilés			35 720	29 446
Salaires et traitements			3 556 337	1 281 412
Charges sociales			910 659	684 857
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			440 010	320 492
CHARGES D'EXPLOITATION			6 155 052	7 728 806
RESULTAT D'EXPLOITATION			-1 591 806	-2 120 852
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				41 961 801
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			254 259	263 570
Autres intérêts et produits assimilés			9 277	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change			121	18
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			9 053	19 640
PRODUITS FINANCIERS			272 709	42 245 029
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			3 882 720	
Intérêts et charges assimilées			18 173 270	18 957 561
Différences négatives de change			196	188
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			182	15
CHARGES FINANCIERES			22 056 368	18 957 764
RESULTAT FINANCIER			-21 783 660	23 287 264
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-23 375 466	21 166 413

Compte de résultat - Partie 2

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	85 057	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	-127 221	2 397 564
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-42 164	2 397 564
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	259 919	3 280 873
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		3 882 720
CHARGES EXCEPTIONNELLES	259 919	7 163 593
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-302 083	-4 766 029
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-14 471 506	-12 099 338
TOTAL DES PRODUITS	4 793 790	50 250 547
TOTAL DES CHARGES	13 999 834	21 750 825
BENEFICE OU PERTE	-9 206 043	28 499 722

**REGLES, METHODES ET
FAITS SIGNIFICATIFS**

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

PRINCIPES

Les états financiers ont été établis en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général qui a été mis à jour de l'ensemble des règlements l'ayant modifié par la suite.

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le Plan Comptable Général, dans le respect du principe de prudence, et suivant les hypothèses de base suivantes :

- o *Continuité de l'exploitation,*
- o *Indépendance des exercices,*
- o *Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,*

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont présentées ci-après.

METHODES D'EVALUATION

Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan pour leur prix d'acquisition et seront dépréciés lorsque leur valeur d'utilité, basée sur les perspectives de résultats futurs des filiales concernées, le justifie.

Ces estimations de valeur ont été effectuées dans le contexte économique actuel, où les perspectives de sortie de crise demeurent incertaines, rendant difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

Les frais d'acquisition engagés sont incorporés au prix de revient des titres et déduits par voie d'amortissements dérogatoires sur une période de 5 ans.

(CGI article 209 de l'annexe VII - introduit par la loi de finances 2007)

Le poste «/Autres immobilisations financières/» comprend notamment un mali de fusion affecté à une plus-value latente identifiée sur des titres de participation apportés lors des fusions de Novasaur et Finasaur dans HIME. Cette quote-part de mali affectée au titre de participation suit les règles de dépréciation des titres sous-jacents.

Instruments financiers

Les engagements financiers existant à la clôture de l'exercice, non inscrits au bilan, sont mentionnés dans l'annexe au poste "Engagements hors bilan". Les intérêts de swaps sont pris en compte dans le résultat de la période.

CONSOLIDATION

Notre société est la société de tête du périmètre de consolidation du groupe HIME.

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe des comptes consolidés du Groupe HIME.

Sous réserve de ce qui est dit précédemment, les principes retenus ainsi que les règles appliquées sont, dans leur ensemble, identiques à ceux connus jusqu'alors et ne font pas obstacle à la comparaison d'un exercice sur l'autre, des postes du Bilan et du Compte de Résultat.

FAITS SIGNIFICATIFS

Contexte de crise sanitaire liée au coronavirus

La société HIME a poursuivi son activité de Holding du Groupe Saur tout au long de 2020 ; groupe qui a continué d'assurer sa mission essentielle d'acteur de la gestion de l'eau, en France comme à l'étranger et en ayant fait preuve d'une forte résilience au contexte.

En effet, certaines activités du Groupe ont été affectées par le contexte de confinement et d'activité économique soumise à de nombreux aléas (notamment fermetures puis réouvertures de sites). Ces activités sont principalement les travaux et les loisirs, qui ont connu une baisse de chiffre d'affaires comprise entre 10% et 30% selon les zones et le recours au chômage partiel est intervenu lorsque nécessaire.

Au global cependant, le Groupe a démontré une très bonne résilience avec un chiffre d'affaires qui demeure stable.

Il est à noter cependant qu'aucun dividende n'a été versé en 2020, à la fois HIME vis-à-vis de ses actionnaires mais également aucun dividende n'est remonté à HIME depuis Saur.

Capitaux propres

En date du 29 juin 2020, il a été décidé, suite à l'attribution définitive de 20 488 AO, d'augmenter le capital social d'un montant de 20 488 € par l'émission de 20 488 AO nouvelles d'une valeur nominale de 1 € chacune, suite à l'attribution définitive de 393 920 ADP A2, d'augmenter le capital social d'un montant de 393 920 € par l'émission de 393 920 ADP A2 nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune, suite à l'attribution définitive de 573 336 ADP B, d'augmenter le capital social d'un montant de 573 336 € par l'émission de 573 336 ADP B nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune.

En date du 19 octobre 2020, il a été décidé, suite à l'attribution définitive de 4 020 AO, d'augmenter le capital social d'un montant de 4 020 € par l'émission de 4 020 AO nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune, suite à l'attribution définitive de 77 290 ADP A2, d'augmenter le capital social d'un montant de 77 290 € par l'émission de 77 290 ADP A2 nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune, suite à l'attribution définitive de 149 116 ADP B, d'augmenter le capital social d'un montant de 149 116 € par l'émission de 149 116 ADP B nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune.

En date du 25 novembre 2020, il a été décidé l'augmentation du capital social par voie d'apport en numéraire par l'émission de 1 240 825 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 € chacune, assortie d'une prime d'émission globale de 6 049 490,82 €, l'augmentation du capital social par voie d'apports en numéraire par l'émission de 4 422 414 AP A1 d'une valeur nominale de 1 € chacune, assortie d'une prime d'émission globale de 7 319 697,43 € et l'augmentation du capital social par voie d'apports en numéraire par l'émission de 19 151 766 AP A2 d'une valeur nominale de 1 € chacune, assortie d'une prime d'émission globale de 31 815 806,75 €.

En date du 07 décembre 2020, il a été décidé, suite à l'attribution définitive de 1 887 AO, d'augmenter le capital social d'un montant de 1 887 € par l'émission de 1 887 AO nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune, suite à l'attribution définitive de 36 282 ADP A2, d'augmenter le capital social d'un montant de 36 282 € par l'émission de 36 282 ADP A2 nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune, suite à l'attribution définitive de 46 667 ADP B, d'augmenter le capital social d'un montant de 46 667 € par l'émission de 46 667 ADP B nouvelles d'une valeur nominale de 1€ chacune.

Au 31 décembre 2020, le capital social s'élève à 436 602 942 euros, divisés en 21 727 973 actions ordinaires, 77 433 782 actions de préférence A1, 335 372 068 actions de préférence A2 et 2 069 119 actions de préférence B, toutes ayant le même nominal de 1 € par action.

Contrôle fiscal SAUR

La procédure de contrôle fiscal de SAUR, en tant que société membre de l'intégration fiscale, s'est soldé au cours de l'exercice 2020. Ce contrôle a eu une incidence sur le déficit reportable disponible du groupe d'intégration fiscale HIME (diminution du déficit reportable de 6,1 M€), toutefois sans incidence financière directe (aucun impact résultat ni cash).

Dividendes

Au cours de l'exercice, HIME n'a encaissé aucun dividende.

Intégration fiscale

HIME est la société mère de l'intégration fiscale des sociétés françaises du groupe Saur. Les charges d'impôts sont supportées par chaque filiale, comme si elles avaient été imposées séparément, après imputation des crédits d'impôts éventuels. HIME est seule redevable de l'impôt sur les sociétés calculé sur la base de la déclaration fiscale d'ensemble. L'économie d'impôt éventuelle est acquise à HIME, société intégrante, sans redistribution aux filiales.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, l'économie d'impôt réalisée dans l'exercice clos au 31 décembre 2020 et reconnue par HIME s'élève à 15 millions d'euros. Le montant des déficits fiscaux reportables disponibles au 31 décembre 2020 est d'environ 650 millions d'euros.

Fusions

Il est à noter la fusion simplifiée de Finasaur et Novasaur dans HIME avec effet au 1er janvier 2020, visant à simplifier l'organigramme du groupe.

Du fait de ces fusions, HIME détient dorénavant à 100% les titres de SAUR SAS en direct.

S'agissant d'une opération de fusion entre entités sous contrôle commun, les actifs et passifs transmis ont été valorisés à leur valeur comptable. Dans la cadre des écritures de fusion :

- Les titres de participation de Novasaur qui avaient une valeur brute de 1 596 millions d'euros (valeur nette comptable de 801 millions d'euros) ont été annulés au 1^{er} janvier 2020. L'annulation de la provision sur titres de 795 millions d'euros au 1^{er} janvier 2020 n'a de fait pas eu de contrepartie au compte de résultat

- Le montant du mali généré par cette opération, soit un montant de 546 millions d'euros, a été positionné au sein du poste "Autres immobilisations financières"

Etalement de la charge de refinancement de la dette de 2018

Pour mémoire HIME a entièrement refinancé sa dette au 30 novembre 2018 avec un nouveau crédit à terme d'un montant nominal de 786 millions d'euros. Les frais d'émission d'emprunt supportés à cette occasion sont étalés sur la durée de l'emprunt. Le montant de la dotation s'élève à 3,9 millions d'euros par an et se retrouve dans le résultat financier de l'année 2020.

Evénement post-clôture

Aucun événement post-clôture pouvant avoir une incidence significative sur les comptes de HIME arrêtés au 31 décembre 2020 n'est à signaler.

Evolution prévisible de la situation de la société

Compte tenu de son caractère de holding, il n'y aura pas d'évolution significative particulière en 2021 par rapport à 2020.

**INFORMATIONS SUR LE
BILAN ET LE RESULTAT**

Actif immobilisé

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 409 002 888		1 030 900 003
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	8 800 000		546 331 793
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 417 802 888		1 577 231 796
TOTAL GENERAL	2 417 802 888		1 577 231 796

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		2 372 002 888	1 067 900 003	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			555 131 793	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		2 372 002 888	1 623 031 796	
TOTAL GENERAL		2 372 002 888	1 623 031 796	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TOTAL GENERAL				

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler	22 972 760		3 882 720	19 090 040
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	16 185 201			16 185 201
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	16 185 201			16 185 201
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	809 492 510		794 704 977	14 787 533
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	809 492 510		794 704 977	14 787 533
TOTAL GENERAL	825 677 711		794 704 977	30 972 734
Dotations et reprises d'exploitation				
Dotations et reprises financières		3 882 720		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Relations avec les entreprises liées

NATURE	MONTANTS
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	
Participations	1 067 900 003
Créances rattachées à des participations	
Prêts	8 802 149
Autres	
CREANCES	
Avances et acomptes versés sur commandes	
Créances clients et comptes rattachés	1 012 147
Autres créances	109 772 834
Capital souscrit appelé, non versé	
PASSIF	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Avances et acomptes reçus sur commandes	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 546
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	2 768 781
ELEMENTS FINANCIERS	
Produits de participation	
Autres produits financiers	263 535
Charges financières	
Dépréciations des immobilisations financières (dotations - reprises)	
Autres provisions pour risques financiers (dotations - reprises)	

Charges à payer et produits à recevoir

CHARGES A PAYER	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT CHARGES A PAYER
DETTES FINANCIERES	787 705 722	1 705 722
DETTES D'EXPLOITATION		
Fournisseurs et comptes rattachés	862 740	600 558
Dettes fiscales et sociales	1 436 317	1 238 928
Autres dettes d'exploitation		
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Dettes fiscales		
Autres dettes diverses	2 587 111	
TOTAL TTC	792 591 890	3 545 209
A déduire : TVA sur factures non parvenues et avoirs à établir		
TOTAL HT	792 591 890	3 545 209

PRODUITS A RECEVOIR	TOTAL DE LA RUBRIQUE	DONT PRODUITS A RECEVOIR
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 076 702 152	2 149
CREANCES D'EXPLOITATION		
Clients et comptes rattachés	1 012 147	
Autres créances d'exploitation	112 822 991	
CREANCES DIVERSES		
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 093 745	
DISPONIBILITES	50 795	
TOTAL TTC	1 191 681 831	2 149
A déduire : TVA sur CA sur factures à établir et avoirs non parvenus		
TOTAL HT	1 191 681 831	2 149

Charges et produits constatés d'avance

	CHARGES	PRODUITS
Charges ou produits d'exploitation		
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL		

Charges à répartir

NATURE DES CHARGES A REPARTIR	TOTAL	Taux d'amortissement	Amortissements cumulés	NET
TOTAL				

Echéances des créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	8 802 149	2 149	8 800 000
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 012 147	1 012 147	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	2 908 535	2 908 535	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	141 622	141 622	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	109 772 834	109 772 834	
Débiteurs divers	340	340	
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	122 637 627	113 837 627	8 800 000

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	46 444	46 444		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	787 659 278	1 659 278		786 000 000
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	863 080	863 080		
Personnel et comptes rattachés	855 330	855 330		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	424 372	424 372		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	124 887	124 887		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	31 729	31 729		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	2 587 111	2 587 111		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	792 592 230	6 592 230		786 000 000

Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exercice
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

RUBRIQUES	DOTATION	REPRISE	MONTANT
RESULTAT DE L'EXERCICE Impôts sur les bénéfices			(9 206 043)
RESULTAT AVANT IMPOT			(9 206 043)
- Provision pour investissements - Provisions sur immobilisations - Provisions sur autres actifs - Amortissements dérogatoires - Provision spéciale de réévaluation - Plus-values réinvesties - Autres évaluations dérogatoires			
TOTAL			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES AVANT IMPOT			(9 206 043)

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	21 727 973	1 267 220		
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles	414 874 969	24 850 791		
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		888 928 136
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		888 928 136
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		26 118 011
Variations des primes liées au capital	1 303 006	45 184 995
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice	9 206 043	
	SOLDE	60 793 957
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		949 722 092

**ENGAGEMENTS FINANCIERS
ET AUTRES INFORMATIONS**

Filiales et participations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid.encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SAUR	101 529 000 183 173 653	100	1 067 900 003 1 053 112 470	8 800 000	1 413 428 849 12 057 557
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Rémunération des organes de direction et des dirigeants

Rubriques	Organes		
	Administration (1)	Direction (2)	Surveillance (3)
- Avances allouées - Crédits alloués - Rémunérations allouées (4)	N E A N T		

(1) Conseil d'Administration, Gérant majoritaire ou minoritaire, Associés de Société en Nom Collectif, Membres de Société En Participation et Société de fait

(2) Président-Directeur Général

(3) Conseil de Surveillance

(4) La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas indiquée, conformément au décret n° 94-663, car elle conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Engagements hors bilan

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pension	
Autres engagements donnés	
	TOTAL

HOLDING D'INFRASTRUCTURES DES METIERS DE L'ENVIRONNEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 491.620.526 €
Siège social : 11, chemin de Bretagne, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
495 137 077 - R.C.S. NANTERRE

DECISIONS DES ASSOCIES DU 09 JUIN 2021

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

DECISION D'AFFECTION DU RESULTAT

Les Associés, après avoir constaté l'existence d'une perte nette de (9.206.043,39) €, décident de l'affecter au compte « report à nouveau » qui passera ainsi d'un montant débiteur de (1.434.272.746,94) € à un montant débiteur de (1.443.478.790,33) €.

Conformément aux dispositions légales, les Associés prennent acte du dividende net versé par action au titre des trois derniers exercices :

EXERCICE	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
DIVIDENDE	0	0	0
Autre distribution prise sur la Prime d'Emission (par action)	0	0,0055 € pour les actions AP A1 uniquement	0,0054 €

Certifié conforme

Le Président

DocuSigned by:
 **Patrick BLETHON**
5C4D91A49FB0479...